



## Un Projet Politique du Peuple Noir pour le Brésil



*La nécessité de bâtir ce projet semble de plus en plus évidente, car même si nous avançons dans notre lutte, même si nous cumulons d'importantes victoires, les conditions de vie de la population noire prennent chaque jour des tournures de plus en plus dégradantes.*

---

Traduction : Karine Lehmann pour *Autres Brésils*

Par Milton Barbosa – *Brasil de Fato* - 12/09/2008 –

<http://www.brasildefato.com.br/v01/agencia/analise/projeto-politico-do-povo-negro-para-o-brasil>

---

Depuis le début des années 90, le MNU - Mouvement Noir Unifié [*Movimento Negro Unificado*] - débat en interne de la nécessité de bâtir un « Projet Politique du Peuple Noir Pour le Brésil », qui, de fait, est à l'opposé du projet politique en place depuis longtemps, projet raciste, machiste, et qui vise à sauvegarder le capitalisme et l'hégémonie blanche/européenne sur les autres ethnies qui composent la société brésilienne dans son ensemble.

La nécessité de bâtir ce projet semble de plus en plus évidente, car même si nous avançons dans notre lutte, même si nous cumulons d'importantes victoires, les conditions de vie de la population noire prennent chaque jour des tournures de plus en plus dégradantes.



Même si la science et la technologie créent les conditions de combattre les fléaux qui s'abattent sur les populations - maladies, pénurie d'aliments, catastrophes écologiques et autres -, les indices négatifs se rapportant aux populations noires au Brésil et dans le monde, restent immuables voire, dans nombre de cas, s'exacerbent.

Lorsque nous avons créé le Mouvement Noir Unifié, à la fin des années 70 - le 18 juin 1978 -, les Noirs étaient une réserve de main-d'œuvre sur le marché du travail.

Les postes de travail dont les Blancs ne voulaient pas, pour des questions de manque d'hygiène, de bas niveau des salaires, ou d'absence de prestige social, étaient occupés par les Noirs.

Les tâches domestiques et travaux de manutention dans le commerce et l'industrie, ouvraient finalement un espace aux travailleurs noirs. Le commerce indépendant (camelots ou marchands ambulants) était constitué d'un immense contingent de travailleurs noirs.

A cette époque, les principales revendications pointaient la lutte vers les discriminations raciales dans l'accès à l'emploi et au travail, l'égalité salariale entre travailleurs noirs et blancs ; d'autres groupes encore, dénonçaient l'action raciste de la police contre les Noirs – la *violence policière* -, le racisme dans les médias. Pour combattre l'enseignement officiel raciste, nous exigeons d'inclure dans les programmes scolaires l'histoire de l'Afrique et des Noirs au Brésil.

Vingt-huit ans plus tard, le mythe de la démocratie raciale brésilienne, politique très élaborée de domination et de manipulation, est à terre. L'action organisée du mouvement noir, en créant des pôles de lutte contre le racisme dans tout le pays, auprès des travailleurs, des partis politiques, des associations de quartier, des universités publiques et privées, des institutions religieuses, dans l'enseignement secondaire et élémentaire et autres domaines, a vécu d'importantes transformations.

Le Brésil est notoirement connu comme étant un pays raciste, y compris le gouvernement sait qu'une politique de lutte contre le racisme doit être mise en place s'il veut rendre ce pays viable.

La violence policière dénoncée lors de rassemblements réalisés par la jeunesse noire, voit aujourd'hui son action génocide étalée aux yeux de la société par la presse écrite, audio et télévisuelle. Des ouvrages de poids tel "*Rota 66*" [Route 66] du journaliste Caco Barcelos ont montré au pays comment la Police Militaire, dans le cadre de ses actions, tuait plutôt des Noirs.

En 1993, le "Massacre de la Candelaria", qui a tué des enfants noirs en plein centre-ville de Rio de Janeiro, le "Massacre du *Morro do Vidigal*", qui a tué vingt et une personnes, des travailleurs pour la plupart, ont montré au pays et au monde le



manque total de respect pour la vie des Noirs. Dans tout le pays, des massacres moins spectaculaires ont régulièrement lieu hors présence des médias.

Des enquêtes réalisées par Sérgio Adorno, professeur à la USP - Université de São Paulo -, passant au peigne fin 500 procédures criminelles, à São Paulo, en 1990, montrent que : « *les Noirs sont plus souvent pris en flagrant délit que les Blancs, soit une proportion de 58% contre 46%. Cela laisse supposer qu'ils sont plus surveillés par la police. On voit également que 27% des Blancs comparaissent libres au procès, alors que seulement 15% des Noirs bénéficient de cette mesure. Seuls 25% des Noirs font venir des témoins au tribunal pour leur défense – type de preuve pourtant important -, alors que 42% des Blancs le font* ». Sérgio Adorno dit : « *Je ne peux pas affirmer que les juges sont racistes. Mais je garantis qu'il n'existe pas d'égalité de droits entre Noirs et Blancs et qu'il y a un problème racial* ».

Ainsi, nous, du mouvement noir, affirmons-nous avec insistance que proportionnellement, les Noirs sont plus réprimés par la police et se voient davantage infliger des condamnations que les Blancs.

Des études de l'IBGE - Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques -, de la – FGV - Fondation Getúlio Vargas -, de l'IPE - Institut de Recherches Economiques et Statistiques de l'Université de São Paulo -, voire d'agences Internationales de l'ONU, confirment ce que le mouvement noir dénonce depuis un certain temps : la condition misérable de la population noire au Brésil.

Face aux pressions des mouvements noirs et d'autres secteurs qui travaillent à promouvoir l'égalité raciale, l'Etat et la société brésilienne en général, ont cherché à apporter des réponses dès le début des années 80, quand le gouvernement Franco Montoro créa le Conseil de Participation et de Développement de la Communauté Noire, organisme lié au Secrétariat d'Etat du Gouvernement de l'Etat de São Paulo.

Ce type de Conseil allait aussi être créé ultérieurement dans les Etats de Bahia, du Rio Grande do Sul, de Minas Gerais, du Mato Grosso do Sul et du District Fédéral, comme dans les villes de Rio de Janeiro, Belém, Santos et Uberaba. En 1986, le Mouvement Noir Unifié et autres groupes ont tenu la Convention Nationale du Noir, d'où sont issues des propositions comme de qualifier le racisme de crime, et la résolution 68 qui exigeait des titres de propriété pour les Survivants des Quilombos<sup>1</sup>, lois incluses dans la constitution de 1988.

En 1988, le gouvernement Sarney créa la Fondation Culturelle Palmares. Le gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, lui, créa en 1991, le Secrétariat à la Défense

---

<sup>1</sup> Au temps de l'esclavage, le **quilombo** désigne les villages et communautés formés par les esclaves en fuite dans les régions reculées à l'intérieur des terres. (Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Quilombo>)



et à la Promotion des Populations Noires. Au cœur de ces politiques, la mise en place de Délégations Spécialisées dans les Crimes Raciaux, de Coordinations pour les Noirs et autres actions similaires. Quand le MNU fut créé, en 78, les Noirs étaient une réserve de main-d'œuvre sur le marché du travail ; à partir des années 90, nous avons connu une conjoncture désormais tout autre.

Avec le développement technologique des pays industrialisés, par le biais de l'informatisation et de la robotisation, la machine a commencé à réaliser des tâches effectuées par cent, mille, des dizaines de milliers de travailleurs. Des millions de postes de travail ont été supprimés ; pas seulement dans les pays développés, aussi dans ce qu'on appelle les pays en voie de développement. Des milliards de personnes courent le risque de se retrouver sans emploi.

Dans les pays développés, des secteurs réactionnaires disent ouvertement que des milliards de personnes ne seront pas absorbées par le marché du travail et se trouveront hors du marché de la consommation. Ils disent qu'il y a un excédent de population et qu'elle doit être éliminée.

Les pays développés ont un langage « subtil ». Ils nomment ces projets génocides : 1- Contrôle de la Natalité ; 2 – Déréglementation du Travail ; et 3 – Réduction de l'Etat. Avec le contrôle de la natalité, ils projettent des politiques de contention du contingent de populations pauvres par des actions spécifiques sur la population noire, qui se concentre en grandes quantités dans quelques Etats fédérés, tels le Maranhão, Bahia, Sergipe, Pernambuco, Minas Gerais, Rio de Janeiro. Le pourcentage de femmes stérilisées au Brésil, par le biais de campagnes gouvernementales, est plus élevé dans ces Etats à grande concentration de population noire.

Sous le nom pompeux de déréglementation du travail, sont conçues des stratégies visant à supprimer des conquêtes historiques des travailleurs : nombre maximum d'heures de travail hebdomadaire, salaire minimum, heures supplémentaires, 13<sup>e</sup> mois, congé maternité, congé pour raison de santé et autres acquis qui ont valu de nombreuses luttes et beaucoup de sang aux travailleurs.

Sous prétexte que les contrats de travail manqueraient de flexibilité, desservant, d'après eux, les PME, les patrons veulent revoir le droit du travail, et tirent parti d'un taux de chômage élevé.

Des tâches importantes, historiquement posées comme relevant des fonctions de l'Etat, en matière d'infrastructures sociales et économiques, comme l'éducation, la santé, l'assainissement, le logement, les transports et autres domaines, sont aujourd'hui reléguées par la politique de réduction du rôle de l'Etat.

On réduit de façon drastique les investissements en matière sociale, en cherchant à



privatiser des secteurs relevant de la responsabilité de l'Etat, sous la pression des pays développés à l'origine du Consensus de Washington. Lors de réunions réalisées par le fameux G8, composé de huit pays hautement industrialisés, [à savoir les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre, le Canada, la France, l'Italie et l'Espagne], ceux-ci arrêtent entre eux des politiques internationales à conduire pour l'humanité dans son ensemble.

On dresse des politiques par le biais du FMI, de l'OMC, principales organisations de niveau mondial à imposer des politiques économiques pour les pays « en retard » - en majorité Africains – et en « voie de développement », parmi lesquels on inclut le Brésil. Pour répondre à cette domination séculaire, les Noirs brésiliens qui, en tant que Brésiliens, sont colonisés par ces groupes internationaux et qui, en tant que Noirs, sont colonisés par les Blancs, doivent nécessairement développer un « Projet Politique du Peuple Noir Pour le Brésil », c'est-à-dire, créer leur projet, avec leur vision du monde, de leur vie, pour le présenter à la société brésilienne, afin de la transformer en une société sans racisme et sans exploitation.

Nous sommes en phase de négociation d'un Congrès National des Noirs du Brésil, qui devra poser des orientations en matière d'Economie, d'Education, de Santé, de Culture, de Travail, de Logement, de Droit aux Loisirs, en ce qui concerne les Femmes, la Jeunesse, la Lutte contre l'Intolérance Religieuse et autres points qui affectent la vie de tous les jours des Noirs/es, et les REPARATIONS, principal axe de discussion de ce Congrès.

***Milton Barbosa est coordinateur du Mouvement Noir Unifié (MNU-Brésil).***